

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 27/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL

Rue de l'Industrie - BP 15
21270 Pontailler-Sur-Saône

Référence : SRNT-2025-0736-rapport
Code AIOT : 0006301319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Torchère 44440 Riaillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Torchère 44440 Riaillé
- Code AIOT : 0006301319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Titanobel à Riaillé stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

Thèmes de l'inspection : inspection inopinée

- Action nationale 2025 Prélèvements environnementaux
- Quelques points de maîtrise des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts	Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Disponibilité détection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	30 jours
13	Maîtrise du risque sur les procédures d'arrivée de camions	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'Annexe I	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
8	Organisation en gestion de situation d'urgence - Suite 2024	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	Premiers réflexes / formation extincteur 50 kg	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	Sans objet
11	Remontée des observations du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée sur le site a permis de vérifier que l'exploitant avait mis en place une stratégie de prélèvements environnementaux et que même si le document POI n'avait pas été transmis aux autorités, il avait été mis à jour.

Un point à corriger très rapidement concerne la disponibilité du système de détection incendie.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires du POI
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : La dernière mise à jour du POI reçue datait du 14 février 2023 (version E) . L'exploitant indique qu'il a fait une mise à jour le 24 janvier 2024 pour tenir compte des remarques de l'inspection de la visite du 24 janvier 2024. Il la présente et la transmet aussitôt à l'inspection des installations classées. Le POI contient des dispositions sur les prélèvements environnementaux dans le paragraphe 7 en précisant les moyens à mettre en œuvre en cas d'incendie sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant réalise un exercice au moins annuellement. Le dernier exercice pour tester son POI date du 10 juillet 2025, sur la base d'un scénario simulé de début d'incendie sur un camion. L'exercice fait l'objet d'un compte-rendu qui précise les points à améliorer et les 2 actions à mener qui sont tracées dans le plan d'actions ; il s'agit de rappels à faire aux chauffeurs sur la vérification des essieux des camions avant l'entrée dans l'enceinte du site ainsi que le rappel des actions à mener en cas de situation déclenchant le POI ou le PPI, pour les nouveaux arrivés.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...].

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Le POI contient les différentes substances à rechercher en cas d'incendie sur le site : PM, COV, NOx, SO₂, H₂S, NH₃, HAP gazeux, gaz soufrés ainsi que dioxines et furanes.

Il précise que le positionnement des moyens de prélèvement sera effectué en fonction des conditions de vents.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarques, les substances couvrent plus de substances que celles figurant dans l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a défini sa stratégie de prélèvement avec la convention qu'il a établie avec Air Pays de la Loire dans le cadre de la FIR (force d'intervention rapide), dans tous les milieux.

L'inspection a été l'occasion de tester l'appel au dispositif pour vérifier son efficacité. Un agent d'Air Pays de la Loire a immédiatement répondu à la sollicitation de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le représentant de la FIR a demandé à ce que l'activation du dispositif soit confirmée par mail. De plus, certains renseignements sont demandés pour dimensionner les moyens à mettre en œuvre. Des messages types pour répondre à ces sollicitations pourraient être inclus dans le POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

La convention signée avec Air Pays de la Loire pour l'année 2025, concernant la force d'intervention rapide, a permis de définir les moyens techniques à mettre en œuvre en cas d'incendie.

L'exploitant a aussi investi pour des moyens en propre afin de gagner du temps sur d'éventuelles mesures à prendre rapidement. Le matériel est présent sur le site mais doit faire l'objet d'une information et d'une formation pour les personnels susceptibles de les utiliser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de mise en œuvre d'un dispositif de prélèvements de substances par le personnel interne à l'entreprise, l'inspection des installations classées rappelle que le personnel doit être formé spécifiquement et que le personnel qui aurait à mettre en œuvre ces matériels ne sera plus présent sur le site pour gérer la crise. L'exploitant devra donc dimensionner en conséquence ses équipes pour répondre efficacement à tout moment à une telle éventualité.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour

d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R.515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

La liste des produits de décomposition est précisée dans l'étude de dangers. Il a été étudié les produits de décomposition à la suite d'un incendie de nitrate d'ammonium technique. Ce point est cohérent avec les études réalisées dans la profession. Il est à noter qu'il n'existe pas de guide professionnel dans le domaine des explosifs qui définit les produits de décomposition, comme ceux de France Chimie, Afilog, Sypred, ...

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, gestion des stocks

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

Dans la notice de réexamen de l'étude de dangers du 13/11/2021, le "Respect du timbrage du dépôt" est identifié comme une MMR (mesure de maîtrise du risque).

Constats :

L'état des stocks est disponible et a été consulté.

Les quantités présentes respectent les quantités maximales autorisées dans chacun des igloos contrôlés pas sondage (et il est constaté que l'exploitant prend bien en compte les quantités maximales autorisées dans chaque igloo, car il a dû répartir la livraison d'explosifs du jour dans 2 igloos différents).

Un contrôle sur quelques références a permis de vérifier que les quantités effectivement présentes au sein du stockage 31E01 correspondent au stock édité.

Le conditionnement des produits d'explosifs n'appelle pas de remarque particulière, les cartons sont emballés et fermés, les palettes sont stables.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Organisation en gestion de situation d'urgence - Suite 2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, organisation en gestion de situation d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Ce point correspond au suivi d'un constat (point de contrôle n°1) lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 pour laquelle les éléments de réponse apportés par l'exploitant n'avaient pas encore été contrôlés.</p> <p>Le Plan d'opération interne a été mis à jour le 30 janvier 2024 (version F) mais n'avait pas été transmis. Il a été envoyé par courriel à la suite de la visite d'inspection.</p> <p>Dans le POI, la fiche 10 /70 précise bien dans le logigramme que la sirène peut être déclenchée en mode réflexe, avec le signal sonore PPI.</p> <p>Ce point vient préciser l'observation émise lors de la précédente visite d'inspection.</p> <p>L'annexe 14 du POI mis à jour qui constitue le document de synthèse du POI précise les réflexes à adopter :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1°) alerter les secours extérieurs ; 2°) se rendre au PCE (bureaux) ; 3°) rassembler le POI, l'état des stocks, le livre de commandes ; 4°) se tenir informé de la situation ; 5°) évaluer le sinistre et en cas de danger grave et imminent, déclencher la sirène avec le signal sonore PPI. <p>Ce point vient préciser l'observation émise lors de la précédente visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra de tester la bonne appropriation de ces consignes prévues dans le POI face à une situation accidentelle de grande ampleur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Premiers réflexes / formation extincteur 50 kg

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, formation extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font</p>

<p>l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Ce point correspond au suivi d'un constat (point de contrôle n°1) lors de la visite d'inspection du 26/10/2023 pour laquelle les éléments de réponse apportés par l'exploitant dans son courrier du 28 novembre 2023, ne sont pas complets.</p> <p>L'exploitant n'avait pas apporté de réponse aux constats relatifs à la formation à la manipulation de l'extincteur poudre ABC de 50 kg.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant ne peut retrouver directement le justificatif de formation.</p> <p>Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le justificatif de la formation réalisée le 19/12/2024 sur feux réel ainsi que le cahier d'exercices incendie qui indique l'ensemble des thèmes abordés au cours de cette formation, dont la manipulation de l'extincteur sur roues P 50kg.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°10 : Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol est débarrassé de toutes herbes sèches et débroussaillé régulièrement</p> <p>Étude de dangers, mesure de maîtrise du risque n°7 : respect de la zone coupe-feu autour du dépôt (débroussaillage)</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point fait suite à la réponse de l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26/10/2023 (point de contrôle n°7) concernant le plan prévisionnel d'entretien de la végétation sur le site. L'exploitant avait transmis le relevé des opérations de débroussaillage et d'entretien sur les espaces verts effectuées sur le site. L'exploitant répondait que pour le programme de maintenance préventive sur le sujet, il est prévu "en fonction des besoins" et a minima semestriel. Aucune réponse n'avait été faite sur les anticipations en cas de période de sécheresse annoncée qui augmenterait considérablement le risque de départ de feu en cas d'entretien. L'exploitant devrait a minima prévoir ce point dans son programme d'entretien.</p> <p>L'exploitant avait répondu dans son courrier du 02/05/2024 qu'il utilisait le cahier de liaison tenu par le magasinier pour le suivi hebdomadaire de relevés d'informations. Ce cahier lui permettrait d'enregistrer le suivi de l'état de la végétation afin qu'il puisse planifier les entretiens en conséquence.</p> <p>L'exploitant indique que le suivi est fait mais aucun élément ne peut en assurer. Il est demandé que ce suivi soit tracé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N°11 : Remontée des observations du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, amélioration continue
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
Constats : Il a été constaté qu'au cours de plusieurs réunions trimestrielles de sécurité le personnel était incité à émettre ses observations par oral ou par écrit sur la fiche de présence. Ces réunions font l'objet de compte-rendu et de suivi d'action.
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Disponibilité détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté un message indiquant un défaut sur la centrale du système de détection d'incendie. En détail, au moins 2 défauts sont indiqués : défaut batterie et défaut igloo5 à 12h41 et 12h42. Lors de ce constat, l'exploitant ne peut indiquer l'origine du dysfonctionnement, ni les mesures qu'il met en place à la suite. Il est constaté que l'heure indiquée semble décalée d'1 heure, le passage à l'heure d'hiver ne semble pas avoir été fait. À la suite, l'exploitant a transmis le détail du rapport de télésurveillance qui ne correspond pas complètement à ce qui a été constaté le jour de l'inspection. La mention défaut batterie et défaut igloo5 n'apparaît pas. Le rapport de télésurveillance indique que la télésurveillance a appelé Titanobel pour signaler le défaut à 11h52 et que Titanobel a géré le défaut : message à 11h57 "Client appelé s'en occupe". De façon générale, l'exploitant doit tirer un retour d'expérience de ce dysfonctionnement pour mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de s'assurer de la disponibilité de son système

de détection incendie, en particulier en dehors des heures ouvrées ou dans les situations où il n'y a personne sur site.

L'exploitant devra aussi s'assurer que le "défaut batterie" indiqué sur le message relevé lors de l'inspection a bien été pris en compte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°13 : Maîtrise du risque sur les procédures d'arrivée de camions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle camions en entrée de site

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Constats :

Avant l'arrivée dans l'enceinte pyrotechnique, un panneau rappelle la nécessité de vérifier les échauffements des essieux sur le camion afin d'éviter l'évènement initiateur d'incendie sur le site.

Il est constaté que l'exercice POI du 10 juillet 2025 rappelle aussi la nécessité de "vérifier les essieux des camions avant d'entrer dans l'enceinte du dépôt".

Afin d'assurer la robustesse de cette mesure de prévention du risque, il est demandé à l'exploitant de réfléchir à la mise en place de moyens permettant de vérifier que cette opération est effectuée systématiquement et qu'elle est efficace : enregistrement, matériel de thermographie, ...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours